

Cote du document: EB 2015/LOT/G.21  
Date: 12 novembre 2015  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI :

Institut international de recherche sur l'élevage  
Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé

Centre pour la recherche forestière internationale  
Centre international de recherches agricoles dans les zones arides

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Malu Ndavi  
Chargé principal d'appui au programme  
téléphone: +39 06 5459 2766  
courriel: m.ndavi@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés  
Responsable du  
Bureau des organes directeurs  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb\_office@ifad.org

---

Pour: Approbation

## Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	3
Annexes	
I. Écologiser l'élevage: interventions incitatives pour réduire les effets de la production animale sur le climat en Afrique orientale	4
II. Accroître la productivité des petits producteurs de blé par l'intensification durable des systèmes de culture à base de blé au Rwanda et en Zambie	10
III. Améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la parité hommes-femmes des petits exploitants à l'interface entre l'agriculture et la forêt en Afrique de l'Ouest	17
IV. Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer les moyens de subsistance par l'intensification des systèmes de jachère des rizières pour la production de légumineuses à grains en Asie du Sud (Bangladesh, Inde et Népal)	22

## Sigles et acronymes

AIC	Agriculture intelligente face au climat
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CIFOR	Centre pour la recherche forestière internationale
CIMMYT	Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé
CIRAF	Centre mondial d'agroforesterie
CRP	Programme de recherche du GCRAI
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
ICARDA	Centre international de recherches agricoles dans les zones arides
ILRI	Institut international de recherche sur l'élevage
MRV	Mesure de rapport et de vérification
SDBE	Stratégies de développement à basses émissions

## Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 5.

**Rapport du Président concernant des propositions de don au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du GCRAI :** Institut international de recherche sur l'élevage, Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé, Centre pour la recherche forestière internationale et Centre international de recherches agricoles dans les zones arides

### Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé d'octroyer quatre dons du FIDA, d'un montant total de 7 500 000 USD, au titre du guichet mondial/régional à des centres internationaux bénéficiant du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI). Les propositions de don figurent dans les annexes au présent rapport.
2. Les dons du FIDA visent à élargir et valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, contribuant de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Pour atteindre ces objectifs, les dons du FIDA doivent:
  - i) apporter une contribution significative à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; ii) se concentrer sur les interventions pour lesquelles le financement sous forme de dons offre clairement une valeur ajoutée et un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et iii) ne pas se substituer aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA.
3. Les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons sont les suivants:
  - i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager à l'appui de l'impact sur le développement. Les populations rurales pauvres et leurs organisations devraient être au cœur de chaque proposition de don de sorte que le FIDA remplisse son mandat en aidant ces populations à améliorer leur sécurité alimentaire et leur nutrition, à accroître leurs revenus et à renforcer leur résilience.
4. Les projets proposés sont conformes au but stratégique et aux objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, tels qu'énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons.
  - i) Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI):  
Écologiser l'élevage: interventions incitatives pour réduire les effets de la production animale sur le climat en Afrique orientale. Le projet a pour but de soutenir les interventions des secteurs public et privé promouvant des systèmes d'élevage productifs tout en réduisant les émissions du secteur de l'élevage et en améliorant l'alignement de celui-ci sur les stratégies nationales de développement à faibles émissions. Le projet identifiera, expérimentera et promouvra l'adoption de stratégies

agricoles intelligentes face au climat, assorties d'un cadre approprié de mesure, de rapport et de vérification (MRV) au niveau de l'exploitation, du comté ou du district, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie.

- ii) Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT): Accroître la productivité des petits producteurs de blé par l'intensification durable des systèmes de culture à base de blé au Rwanda et en Zambie. Le projet a pour but de contribuer à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux revenus ruraux. Son objectif est d'amener les systèmes de culture des petits producteurs de blé à renforcer la sécurité alimentaire et à tirer des enseignements utiles pour le développement de la culture du blé et l'application à plus grande échelle en vue d'accroître la productivité de cette culture. D'autre part, les résultats des travaux menés au Rwanda et en Zambie devraient dégager des enseignements pour une application à plus grande échelle à Madagascar, au Mozambique et en République-Unie de Tanzanie. Bien qu'il soit axé sur le blé, le projet adoptera une approche au niveau des systèmes de culture. Au Rwanda, la culture du blé est essentiellement une petite production en culture sèche employant une nombreuse main-d'œuvre, tandis qu'en Zambie, c'est une culture irriguée à forte intensité de capital pratiquée par de petites à moyennes exploitations commerciales. En conséquence, le projet cherchera à optimiser la productivité, la production et le potentiel commercial de l'ensemble du système de culture du blé.
- iii) Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR): Améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la parité hommes-femmes des petits exploitants à l'interface entre l'agriculture et la forêt en Afrique de l'Ouest. Le projet a pour but d'améliorer les moyens de subsistance, de promouvoir la croissance économique et de réduire la pauvreté parmi les petits exploitants ciblés au Burkina Faso et au Ghana. Son objectif est d'identifier les pratiques et les interventions de politique susceptibles d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire de petits producteurs ruraux. Le projet combinera les sciences sociales et biophysiques multidisciplinaires avec des approches participatives répondant aux besoins des petits exploitants à l'interface de la forêt et de l'agriculture.
- iv) Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA): Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer les moyens de subsistance par l'intensification des systèmes de jachère des rizières pour la production de légumineuses à grains en Asie du Sud (Bangladesh, Inde et Népal). Le but est d'établir un système intégré et durable de production de légumineuses à grains dans les jachères de rizières en vue d'augmenter la production de ces légumineuses et les revenus des agriculteurs, contribuant de la sorte à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif est de développer et d'expérimenter des systèmes de culture et des techniques agricoles destinées à accroître la productivité et la production en culture secondaire des lentilles, gesses et pois chiches utilisant l'humidité et les engrais résiduels de la culture de riz précédente.

Les buts et objectifs de ces différents projets contribueront directement à ceux de la Politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons.

## Deuxième partie – Recommandation

5. Je recommande que le Conseil d'administration approuve les propositions de don en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à écologiser l'élevage: interventions incitatives pour réduire les effets de la production animale sur le climat en Afrique orientale, accordera un don ne dépassant pas deux millions de dollars des États-Unis (2 000 000 USD) à l'Institut international de recherche sur l'élevage, à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à accroître la productivité des petits producteurs de blé par l'intensification durable des systèmes de culture à base de blé au Rwanda et en Zambie, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé, à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la parité hommes-femmes des petits exploitants à l'interface entre l'agriculture et la forêt en Afrique de l'Ouest, accordera un don ne dépassant pas un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) au Centre pour la recherche forestière internationale, à l'appui d'un programme de trois ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Projet visant à renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer les moyens de subsistance par l'intensification des systèmes de jachère des rizières pour la production de légumineuses à grains en Asie du Sud (Bangladesh, Inde et Népal), accordera un don ne dépassant pas deux millions cinq cent mille dollars des États-Unis (2 500 000 USD) au Centre international de recherches agricoles dans les zones arides, à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président  
Kanayo F. Nwanze

# ILRI : Écologiser l'élevage: interventions incitatives pour réduire les effets de la production animale sur le climat en Afrique orientale

## I. Généralités

1. En Afrique orientale, la production animale fournit entre 40% et 55% des revenus des ménages, et 26% de la consommation humaine de protéines. L'élevage est pratiqué principalement par de petits exploitants, les produits laitiers représentant le marché final le plus important. La demande croissante de produits animaux est une préoccupation urgente car elle pourrait entraîner une augmentation des émissions de gaz à effet de serre. Cependant, l'amélioration de la productivité pourrait bien être un moyen de réduire ces émissions.
2. La mise en œuvre de mécanismes destinés à inciter les petits producteurs à augmenter leur productivité exigent des politiques de soutien et un engagement du secteur privé. Le développement de stratégies de développement à basses émissions (SDBE) est prioritaire en Afrique orientale, l'élevage étant un objectif porteur. Le manque d'estimations fiables des émissions de gaz à effet de serre limite toutefois l'application de ces stratégies. Le projet fournira des données factuelles utilisables par les parties prenantes publiques et privées pour identifier des incitations à la mise en œuvre des SDBE dans le secteur de l'élevage. Misant sur le potentiel de piégeage du carbone pour remédier à la dégradation des sols, le projet expérimentera des investissements dans la restauration des terres et la gestion des forêts. Le Kenya est considéré comme un leader parmi les pays d'Afrique orientale, ce qui en fait logiquement un premier choix comme pays pilote, la République-Unie de Tanzanie étant bien placée pour développer des SDBE dans l'avenir.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le projet: i) offrira aux petits exploitants des options pour améliorer la productivité de l'élevage tout en contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre; ii) contribuera à la réalisation de l'objectif du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 consistant à établir au profit des ruraux pauvres des deux sexes une base de biens économiques et de ressources naturelles plus résiliente au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés<sup>1</sup>; et iii) fera progresser la concentration thématique du FIDA sur l'adaptation au changement climatique et son atténuation en renforçant la durabilité de l'environnement et la résilience de la petite agriculture.
4. Le projet est aligné sur les objectifs du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) du FIDA: i) en soutenant l'accès des petits exploitants au financement climatique; et ii) en analysant l'investissement et les incitations nécessaires à l'instauration d'une agriculture intelligente face au climat (AIC). Il est directement aligné sur les plans d'action nationaux concernant le changement climatique du Kenya et de la République-Unie de Tanzanie. Le projet contribuera à l'objectif de l'ASAP, à savoir améliorer la gestion des terres et les pratiques et techniques agricoles résilientes au climat et soucieuses d'égalité entre les sexes, avec une réduction des émissions de l'élevage par la gestion de l'alimentation animale et du fumier, et par la restauration des terres. Il est à noter qu'il n'y a actuellement au Kenya et en République-Unie de Tanzanie aucun projet ASAP axé sur l'atténuation du changement climatique à travers le secteur de l'élevage.

---

<sup>1</sup> Le Cadre stratégique actuel vient à expiration en 2015 et un nouveau cadre sera soumis au Conseil d'administration du FIDA en décembre 2015. Ce nouveau cadre stratégique capitalisera sur la volonté politique mondiale qui se dégagera des discussions post-2015 visant à éradiquer la pauvreté extrême, la faim et la malnutrition en l'espace d'une génération.

5. Au Kenya, le projet contribuera à la réalisation de l'objectif stratégique 1 du programme 2013-2018 d'options stratégiques pour le pays (COSOP): améliorer la gestion des ressources naturelles d'une manière équitable pour les femmes et les hommes, résiliente face au climat, durable et communautaire. Dans la mesure où il interviendra dans le secteur laitier, le projet sera relié à la deuxième phase du Programme de commercialisation en faveur des petits producteurs laitiers, financé par le FIDA, ainsi qu'au Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de subsistance agricoles résilients face au changement climatique. En République-Unie de Tanzanie, le projet renforcera les investissements de l'État dans l'élevage, les forêts et l'AIC. Le document du projet constituera une annexe au projet relatif à l'élevage actuellement élaboré en République-Unie de Tanzanie.
6. Le projet soutiendra l'intégration de l'élevage et des SDBE. Au Kenya, les projets d'inclusion du secteur laitier dans les actions nationales appropriées d'atténuation suscitent un vif intérêt dans le secteur privé. En République-Unie de Tanzanie, le Programme de recherche (CRP) du GCRAI sur la sécurité alimentaire, l'agriculture et le changement climatique (CCAFS) soutient les efforts faits par le Vice-Président pour promouvoir un plan d'action concernant le changement climatique. Le projet étudiera aussi les possibilités de mettre à profit les mécanismes mondiaux de financement pour le climat tels que le Fonds vert pour le climat et le Programme des Nations Unies sur la réduction des émissions liées au déboisement et à la dégradation des forêts (REDD+).
7. Ce projet est lié au CCAFS et il sera intégré dans son projet d'atténuation par les SDBE, qui est axé:
  - i) sur les méthodes de mesure et d'évaluation des émissions agricoles et les options d'atténuation; et
  - ii) sur les priorités régionales telles que l'évaluation des options de mitigation et des arbitrages potentiels, et l'appui aux SDBE et aux financements nationaux, ainsi qu'aux analyses des arbitrages entre des objectifs multiples.
8. Ce don contribuera directement aux trois effets systémiques du Cadre de stratégies et de résultats du GCRAI 2010-2015: gestion durable des ressources naturelles; amélioration de sécurité alimentaire et nutritionnelle; et réduction de la pauvreté rurale.
9. Visant à élargir et valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, le projet concorde avec la nouvelle Politique du FIDA en matière de dons et contribue de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Le don contribuera à un bien public national, régional et mondial en rapport avec mandat du FIDA et il offrira un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires.
10. Le projet contribuera à la réalisation des quatre objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, à savoir: i) promouvoir des démarches et des technologies innovantes, utiles aux pauvres et se prêtant à une reproduction à plus grande échelle pour accroître l'impact; ii) renforcer les capacités institutionnelles et politiques des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et l'engagement dans les politiques; et iv) générer des savoirs et les partager à l'appui de l'impact sur le développement. Les ruraux pauvres et leurs organisations seront au cœur de l'exécution du projet, qui contribuera ainsi à remplir le mandat général du FIDA.



### III. Le projet proposé

11. L'objectif général du projet est de soutenir les interventions des secteurs public et privé visant à promouvoir des systèmes d'élevage productifs tout en réduisant les émissions de ce secteur et en améliorant la concordance avec les SDBE nationales. Pour ce faire, le projet identifiera et expérimentera des stratégies AIC dont il promouvra l'adoption, avec un cadre MRV approprié aux niveaux de l'exploitation, du comté ou du district, au Kenya et en République-Unie de Tanzanie.
12. Le groupe cible comprend 10 000 petits producteurs et le projet touchera indirectement 100 000 personnes. Il bénéficiera aussi au personnel national du Secrétariat au changement climatique du Ministère de l'environnement et des ressources naturelles, et du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche du Kenya; du Bureau du Vice-Président et du Ministère de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des coopératives de la République-Unie de Tanzanie; et des autres acteurs des secteurs public et privé.
13. Stratégie, approche et méthodes:
  - i) soutenir le Kenya et la République-Unie de Tanzanie dans l'intégration de l'AIC pour la production animale dans les systèmes d'agriculture paysanne;
  - ii) remédier au manque de données quantitatives pour les objectifs d'atténuation, avec des gains de productivité et des informations sur les incitations et les mécanismes de mise en œuvre;
  - iii) établir des partenariats avec les associations paysannes, les collectivités des comtés et des districts, et les autorités nationales, ainsi qu'avec le secteur privé, de manière à garantir que les incitations soient adaptées et à renforcer les capacités des partenaires; et
  - iv) intégrer les sciences sociales et économiques, et la recherche biophysique.

### IV. Produits escomptés

14. On attend de ce projet les produits suivants:
  - i) Produit 1: Études de référence et identification des interventions AIC porteuses, sur la base de la productivité, des pratiques de gestion et des émissions qui y sont associées.
  - ii) Produit 2: Analyses sociales et institutionnelles des incitations afin d'identifier des interventions AIC viables, susceptibles d'aplanir les obstacles financiers, sociaux, commerciaux et techniques entravant l'adoption.
  - iii) Produit 3: Expérimentation et examen MRV de certaines interventions techniques et institutionnelles identifiées au produit 2, avec un soutien technique visant à faciliter la mise en œuvre.
15. Avantages du projet:
  - i) adoption accrue de pratiques AIC pour améliorer les rendements laitiers, augmenter les revenus et réduire les émissions de gaz à effet de serre;
  - ii) réduction directe des émissions liées aux animaux et aux fumiers;
  - iii) piégeage à grande échelle du carbone par la restauration des terres de sorte que le secteur passe au "vert";
  - iv) accessibilité du financement climatique; et
  - v) fourniture d'informations aux secteurs public et privé pour attirer les investissements.

## V. Modalités d'exécution

16. L'Institut international de recherche sur l'élevage (ILRI), épaulé par le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) et les partenaires locaux, sera le bénéficiaire du don. Le projet sera exécuté conjointement par l'ILRI et le CIFOR afin d'associer leurs compétences techniques complémentaires. L'ILRI sera l'agent d'exécution et il rendra compte au FIDA de l'utilisation des fonds provenant du don. Le CIFOR interviendra aux termes d'un accord subsidiaire qui sera soumis à l'examen et à l'approbation préalables du FIDA.
17. L'ILRI veillera à ce que:
  - i) l'audit couvre l'intégralité de la période d'exécution du projet;
  - ii) ses comptes institutionnels soient vérifiés chaque année conformément aux normes internationales d'information financière et aux directives financières du FIDA et qu'une copie des états financiers vérifiés soit soumise au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice;
  - iii) une lettre d'opinion de l'audit sur l'état des dépenses soumis au FIDA soit dûment rédigée par un commissaire aux comptes indépendant et indique le montant des fonds provenant de diverses sources et dépensés dans le cadre de ce projet; et
  - iv) le rapport annuel d'audit présenté au FIDA comprenne les fonds du FIDA ainsi que les fonds de cofinancement, quels qu'ils soient, et consolide les dépenses engagées par le CIFOR, qui devra rendre compte de l'utilisation de ces fonds et sera soumis à une procédure normale de surveillance de l'audit.

## VI. Coût et financement indicatifs du projet

18. Le projet sera financé par le don du FIDA, d'un montant de 2 000 000 d'USD. Les cofinancements attendus d'autres donateurs comprennent 3 millions d'USD en espèces et 2,9 millions d'USD en nature apportés par le CCAFS et les projets qui s'y rattachent. Le budget total du projet est de 7,9 millions d'USD. Le don du FIDA sera décaissé par l'intermédiaire de la Banque mondiale, en qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI, laquelle percevra une commission de 2% au titre du partage des coûts. Des contributions en nature sont attendues de la part de projets bilatéraux associés. Les tableaux 1 et 2 ci-après présentent les budgets détaillés du projet par produit, catégorie de dépenses et source de financement.

Tableau1  
**Coût par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>ILRI</i>	<i>CIFOR</i>	<i>Total</i>
• Études de référence pour l'identification des systèmes et soutiens prioritaires	180	270	450
• Estimation des gains potentiels en réduction des émissions et améliorations de la productivité apportés par le soutien	485	0	485
• Analyse ex-ante des pratiques AIC			0
• Estimation des fuites et dégradation des terres	39	154	193
• Analyse de la réduction des émissions	0	132	132
• Identification des obstacles financiers, sociaux, commerciaux et techniques à l'adoption de pratiques AIC appropriées	209	0	209
• Analyse des options d'investissements économiquement et politiquement viables	86	114	200
• Identification des dispositifs de gouvernance et des mécanismes de financement	114	29	143
• Développement d'outils d'aide à la décision	107	41	148
<b>Total</b>	<b>1 220</b>	<b>740</b>	<b>1 960</b>

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
Traitements et indemnités	600	1 215	1 815
Matériel et fournitures	207	114	321
Dépenses de fonctionnement	151	306	457
Biens, services et intrants	126	248	374
Frais de voyage et indemnités	200	97	297
Services de consultation	147	705	852
Formation	305	11	316
Ateliers	77	53	130
<b>Sous-total</b>	<b>1 813</b>	<b>2 749</b>	<b>4 562</b>
Commission de gestion	147	251	398
Pourcentage de partage des dépenses (2%)	40	0	40
<b>Total</b>	<b>2 000</b>	<b>3 000</b>	<b>5 000</b>

## Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)

### Greening livestock: Incentive-Based Interventions for Reducing the Climate Impact of Livestock in East Africa

Hierarchy	Objectives – hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To support public and private sector CSA interventions that promote productive livestock systems, reducing the sectors' emissions and improving alignment with national LEDS in Kenya and Tanzania.	Two target counties and two districts in Kenya and Tanzania implementing CSA interventions for livestock in their LEDS identified by the project	<ul style="list-style-type: none"> <li>Policies and planning documentation by public and private sector have incorporated project recommendations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>There is political will to invest in livestock linking to the private sector. Livestock sector willingness to invest in CSA, land use sector programmes Financial mechanisms are available to support smallholders</li> </ul>
Objectives	To identify, test, and promote CSA strategies (technical and institutional) with an appropriate framework for MRV at the farm and landscape level in Kenya and Tanzania.	<ul style="list-style-type: none"> <li>20% increase in productivity</li> <li>10% reduction in GHG emissions from livestock sector of 10%</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Significant reduction of GHG emissions verified with the tested MRV</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Districts and counties in Kenya and Tanzania are capable of implementing plans and appropriate incentives are in place.</li> </ul>
Outputs	Baselines of the potential for livestock systems emissions and an inventory of CSA practices for the livestock and land use and forest sector is available	<ul style="list-style-type: none"> <li>Two baseline studies of livestock systems potential for GHG emissions reductions completed.</li> <li>Inventory of CSA practices for the livestock and land use sector available.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Baseline with documentation publically available at ILRI/CIFOR website and inventory of CSA practices</li> </ul>	
	Alternative technical and institutional interventions that provide incentives for smallholders to adopt CSA practices are identified	<ul style="list-style-type: none"> <li>Four evaluations of alternative governance arrangements for adoption of CSA in the livestock sector available.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Two reports, 2 policy briefs on institutional arrangements and recommendations for MRV frameworks disseminated.</li> </ul>	
	Select interventions and associated MRV of the effectiveness of interventions are prioritized and tested.	CSA practices are tested in selected counties.	Case studies and evaluation reports.	

# CIMMYT: Accroître la productivité des petits producteurs de blé par l'intensification durable des systèmes de culture à base de blé au Rwanda et en Zambie

## I. Généralités

1. L'urbanisation, la hausse des revenus et la diversification de l'alimentation ont abouti à une augmentation de la consommation de blé en Afrique subsaharienne. Or, la production intérieure de blé des pays concernés ne couvre que 30% de leur consommation, si bien que le complément doit être importé. Au cours des dernières décennies, certains pays importateurs de blé ont accru leur production de cette céréale, mais dans la plupart des cas la croissance démographique et économique a entraîné une augmentation encore plus rapide de la consommation de blé, les obligeant à accroître leurs importations.
2. Au Rwanda, le blé est une importante culture de base des petits exploitants, mais une forte proportion du blé consommé dans le pays est importée. Ainsi, les importations de blé du pays sont passées de 5 074 tonnes en 2006 à 82 745 tonnes en 2011 (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Division de la statistique [FAOSTAT], 2012) pour un coût compris entre 2,3 millions d'USD et 33 millions d'USD (Office rwandais des recettes, 2013). La Zambie a produit, en 2013, 274 000 tonnes de blé (FAOSTAT, 2014), soit 10% de la production céréalière totale du pays, importé 12 000 tonnes et exporté 109 000 tonnes de produits issus du blé. La consommation moyenne de blé par habitant était de 12,1 kg.
3. Par comparaison avec les autres pays d'Afrique subsaharienne, la Zambie consomme 71% de sa production intérieure de blé (dépassée seulement par l'Éthiopie avec 83% et le Nigéria avec 73%). La majeure partie du blé produit en Zambie provient de petites à moyennes exploitations commerciales d'une superficie allant jusqu'à 20 hectares, qui pratiquent la culture irriguée, avec un rendement moyen compris entre 5,5 et 6,1 tonnes à l'hectare. L'objectif est de développer des systèmes de culture optimisant la production de blé, en se concentrant sur le potentiel des zones agroécologiques adaptées du Rwanda et de la Zambie. Cela exigera des investissements: amélioration des technologies, adoption de variétés à haut rendement adaptées, application précise des intrants (engrais, produits phytosanitaires et eau d'irrigation) et semis au bon moment. Le projet vise à développer et à tester des technologies, pratiques et stratégies permettant d'établir des systèmes de culture du blé, et en particulier d'augmenter la production intérieure de blé et de tirer des enseignements pour une application à plus grande échelle.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le projet concorde avec les buts et objectifs du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 et il apportera une contribution aux domaines de concentration de la recherche agricole du FIDA pour le développement, en particulier: systèmes durables au niveau de l'exploitation et du paysage, afin d'intensifier la production tout en conservant la base de ressources naturelles; soutien de programmes de recherche innovants qui débouchent sur la création de biens publics mondiaux en faveur des pauvres, le renforcement des capacités des partenaires, la gestion et le partage des savoirs, et la concertation.
5. Le projet fait partie du Programme de recherche (CRP) sur le blé du GCRAI. Il contribuera directement à la réalisation de deux objectifs systémiques du Cadre de stratégies et de résultats du GCRAI, à savoir l'amélioration de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté rurale. Il contribuera indirectement à

atteindre l'objectif systémique de gestion durable des ressources naturelles et à obtenir les quatre résultats de développement intermédiaires du CRP.

6. Visant à élargir et valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, le projet concorde avec la nouvelle Politique du FIDA en matière de dons, et contribue de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Le don apportera une contribution à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA. Il est à noter que c'est la première fois que le FIDA soutient des systèmes de culture à base de blé en Afrique orientale et centrale.
7. Le projet contribuera à atteindre les trois objectifs suivants du financement du FIDA sous forme de dons:
  - i) promouvoir, au profit des pauvres, des approches et des options technologiques innovantes, susceptibles d'être appliquées à plus grande échelle afin d'accroître l'impact sur le terrain;
  - ii) renforcer les capacités des partenaires sur le plan des institutions et des politiques publiques; et
  - iii) générer et partager des savoirs favorisant un meilleur impact sur le développement.

### III. Projet proposé

8. L'objectif général du projet est de contribuer à la sécurité alimentaire, à la nutrition et aux revenus ruraux. Son objectif est de capitaliser sur le potentiel des petits producteurs de blé pour accroître la sécurité alimentaire, réduire les importations de blé et tirer des enseignements aux fins des systèmes de culture du blé.
9. Le groupe cible comprend 16 400 ménages, des agents de vulgarisation ainsi que des institutions, publiques ou privées, concernées par les marchés et les politiques.
10. Stratégie, approche et méthodes. Le projet:
  - i) adoptera une approche filière du blé dans laquelle les activités du projet relieront les plateformes d'innovation agricole des communautés aux consommateurs urbains de blé du pays;
  - ii) développera un système de culture du blé basé sur des approches participatives associant toutes les parties prenantes à l'identification des blocages et des opportunités;
  - iii) mettra à profit les recherches en cours sur le blé et les résultats de la recherche passée dans la région;
  - iv) réalisera des achats publics au Rwanda et en Zambie, conformément à la déclaration de la Conférence sur le blé pour la sécurité alimentaire en Afrique de 2012, adoptée par le Conseil des Ministres de l'Union africaine, et entérinée par les Chefs d'État de l'Union africaine en janvier 2013;
  - v) adoptera des modalités différentes dans les pays participants, adaptées aux systèmes locaux de production de blé; et
  - vi) établira de solides partenariats public-privé, et avec les producteurs.

## IV. Produits escomptés

11. On attend de ce projet les produits suivants:

- i) Des facteurs de réussite technique et socioéconomique sont établis pour une production rentable de blé par les petits exploitants des pays participants et des pays périphériques (Madagascar, Mozambique et République-Unie de Tanzanie):
  - conduire un examen de la littérature, tenir des discussions avec les groupes cibles et des entretiens avec des informants clés pour identifier les acteurs et cartographier leurs liens au sein de la filière du blé des pays cibles;
  - établir des plateformes d'innovation avec les principales parties prenantes afin de renforcer la filière du blé;
  - étudier la structure des coûts de production et de commercialisation, et examiner la compétitivité de la production de blé des petits exploitants des pays cibles et périphériques; et
  - mener une étude des lacunes afin d'identifier les facteurs critiques de l'augmentation de la productivité des petits producteurs de blé.
- ii) Des technologies et des pratiques de gestion appropriées et éprouvées pour le blé sont identifiées pour les petits producteurs de blé des pays participants:
  - constituer un stock de technologies appropriées pour le blé et susceptibles d'être appliquées directement par les petits producteurs des zones ciblées convenant potentiellement à la culture du blé;
  - valider l'adaptation de certains paquets de technologies du blé, appropriées au niveau de l'exploitation, par la mise en place de démonstrations et d'essais d'adaptation gérés par les agriculteurs;
  - faciliter l'accès des agriculteurs aux technologies avant et après récolte économisant de la main d'œuvre dans la production du blé; et
  - faciliter la distribution aux communautés ciblées de semences améliorées de blé et d'autres intrants complémentaires.
- iii) Les capacités et l'efficacité des acteurs clés de la filière du blé sont renforcées dans les pays participants:
  - évaluer et identifier les carences de capacité dans l'utilisation des technologies et des pratiques de gestion au sein des systèmes de production et des filières du blé;
  - former les agriculteurs et les agents de vulgarisation à la production de blé (semences et grains), aux pratiques de gestion, au traitement après récolte et à la commercialisation; et
  - former les parties prenantes à la création de plateformes d'innovation et à la dynamique d'équipe.
- iv) Des études de cas pour l'investissement dans la production et la commercialisation du blé sont établies:
  - documenter et partager les connaissances et informations nouvellement acquises sur la production et la commercialisation durables et concurrentielles du blé par les petits producteurs afin de renforcer les études de cas pour l'investissement; et
  - organiser des visites d'échange entre agriculteurs des pays participants afin d'observer et de partager les données sur la performance des technologies du blé et des liens avec les marchés.

12. Les avantages du projet sont notamment les suivants:
  - i) augmentation des revenus tirés du blé;
  - ii) amélioration de la sécurité alimentaire;
  - iii) politiques et stratégies destinées à stimuler la production intérieure de blé; et
  - iv) économies de devises.

## V. Modalités d'exécution

13. Le Centre international pour l'amélioration du maïs et du blé (CIMMYT) est le bénéficiaire du don et à ce titre il est responsable vis-à-vis du FIDA de toutes les questions techniques et fiduciaires. En collaboration avec le Centre de coordination de la recherche et développement agricoles en Afrique australe, il opérera en partenariat avec l'Institut de recherche agricole de la Zambie et l'Office agricole du Rwanda. Les partenaires exécuteront les activités qui leur sont confiées sous la supervision directe du CIMMYT. Le CIMMYT investira dans le développement des capacités de ces partenaires.
14. Le CIMMYT veillera à ce que:
  - i) l'audit couvre l'intégralité de la période d'exécution du projet;
  - ii) ses comptes institutionnels soient vérifiés chaque année conformément aux normes internationales d'information financière et aux directives financières du FIDA; et qu'une copie des états financiers vérifiés soit soumise au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice;
  - iii) une lettre d'opinion de l'audit sur l'état des dépenses soumis au FIDA soit dûment rédigée par un commissaire aux comptes indépendant et indique le montant des fonds provenant de diverses sources et dépensés dans le cadre du projet; et
  - iv) le rapport annuel d'audit présenté au FIDA comprenne les fonds du FIDA ainsi que les fonds de cofinancement, quels qu'ils soient, et consolide les dépenses engagées par les bénéficiaires secondaires, lesquels auront à rendre compte de l'utilisation de ces fonds et seront soumis à une procédure normale de surveillance de l'audit.

## VI. Coût et financement indicatifs du projet

15. Le coût total du projet s'élève à 1,8 million d'USD, la contribution du FIDA étant de 1,5 million d'USD et celle du CIMMYT de 300 000 USD en nature. Tous les fonds seront décaissés par l'intermédiaire de la Banque mondiale, en qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI, laquelle percevra une commission de 2% au titre du partage des coûts. La ventilation des dépenses est indiquée dans les tableaux 1 et 2 ci-dessous.



Tableau 1  
**Coût par composante et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>Année 1</i>	<i>Année 2</i>	<i>Année 3</i>	<i>Total</i>
i) Facteurs de réussite technique et socio-économique établis pour une production rentable de blé par les petits exploitants au Rwanda et en Zambie et des pays périphériques (Madagascar, Mozambique et République-Unie de Tanzanie)	225	135	90	450
ii) Technologies et pratiques de gestion appropriées et éprouvées pour le blé identifiées pour les petits producteurs de blé des pays participants	236	158	131	525
iii) Capacités et efficacité des acteurs clés de la filière du blé renforcées dans les pays participants	60	180	60	300
iv) Études de cas pour l'investissement dans la production et la commercialisation du blé	18	41	166	225
<b>Total</b>	<b>539</b>	<b>514</b>	<b>447</b>	<b>1 500</b>

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépense</i>	<i>Total</i>	<i>Cofinancement (en nature)</i>	<i>Total</i>
Traitements et indemnités	450	135	<b>585</b>
Matériel et fournitures	60		<b>60</b>
Dépenses de fonctionnement	116	38	<b>169</b>
Consultants	30		<b>30</b>
Voyages et frais de déplacement	115		<b>115</b>
Formation	344		<b>342,5</b>
Ateliers	248		<b>155</b>
<b>Sous-total</b>	<b>1 363</b>		<b>1 456</b>
Frais de gestion (7%)	108	121	<b>230</b>
Pourcentage de partage des coûts (2%)	29	5,9	<b>35,4</b>
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>300</b>	<b>1 800</b>

## Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)

### Enhancing Smallholder Wheat Productivity through Sustainable Intensification of Wheat-Based Farming Systems in Rwanda and Zambia

Hierarchy	Objectives – hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To contribute to food security and nutrition and rural incomes	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Change in the number of food secure households</li> <li>• Change in household income for wheat producing smallholder farmers</li> <li>• Change in the wheat import bills</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National wheat production and consumption data from the two target countries</li> <li>• Wheat import bills</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stable socio-political conditions</li> </ul>
Objectives	To establish the potential of smallholder wheat-farming system to increase food security, reduce wheat imports and draw lessons to inform wheat sector development and subsequent for scaling up for increased wheat farm productivity.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4,000 men and women smallholder farmers adopt improved wheat technologies</li> <li>• 40 farmer-managed trials established</li> <li>• 4,000 individuals participate (disaggregated by gender) in any of the capacity-building activities undertaken</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Field monitoring and supervision reports in the targeted communities</li> <li>• Farm household survey data</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stable socio-political conditions</li> </ul>
Outputs	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Technical and socio-economic success factors for profitable wheat production by smallholder farmers in Rwanda and Zambia (participating countries) and spillover countries (Tanzania, Mozambique and Madagascar) established</li> <li>2. Proven appropriate wheat technologies and management practices for smallholder wheat producers in relation to the participating countries identified.</li> <li>3. Capacity and effectiveness of key actors in the wheat value chains are enhanced in the two participating countries</li> <li>4. Business case for investment in wheat production and markets established</li> </ol>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least three key success factors identified</li> <li>• At least 3 proven wheat technologies identified</li> <li>• 4,000 individuals and stakeholders (including farmers) receive trainings</li> <li>• At least 6 business cases for investment documented.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Project biannual reports</li> <li>• Field monitoring reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Stable socio-political conditions</li> </ul>

# CI FOR: Améliorer la sécurité alimentaire, les revenus et la parité hommes-femmes des petits exploitants à l'interface entre l'agriculture et la forêt en Afrique de l'Ouest

## I. Généralités

1. Dans une grande partie de la zone sèche qui traverse l'Afrique de l'Ouest, les systèmes paysans de subsistance comportent l'exploitation intégrée des terres agricoles, des forêts et de l'élevage, la durabilité étant liée à la conservation. Dans les paysages en mosaïque qu'ils occupent, il est difficile de séparer l'utilisation agricole des terres, des composantes forestière et arboricole à l'interface de la forêt et de l'agriculture. Le Burkina Faso et le Ghana ont des institutions et des politiques distinctes pour les forêts et l'agriculture, mais ils ont à présent besoin de politiques et d'institutions destinées à soutenir les petits producteurs ruraux dans la gestion des systèmes intégrés. Les petits exploitants dépendent de la fourniture et de la régulation des services écosystémiques pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les revenus, le fourrage et l'énergie.
2. Le projet produira des preuves que des systèmes intégrés de gestion paysanne offrent à la population rurale des options de subsistance efficaces, efficaces et équitables. Il identifiera aussi des stratégies à base scientifique pour renforcer les capacités nécessaires à la création de revenus et à la sécurité alimentaire de ceux qui en dépendent.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le projet est lié à la Politique du FIDA en matière de dons et aux priorités de l'organisation par des produits qui illustrent l'efficacité des systèmes intégrés de gestion paysanne pour offrir des options permettant de créer des revenus et de garantir la sécurité alimentaire tout en maintenant la durabilité environnementale et sociale. Il contribuera aussi à la réalisation des objectifs du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015 concernant le soutien des ruraux pauvres des deux sexes et de leur organisations, l'influence sur les politiques et institutions qui ont une incidence sur leurs moyens d'existence, et la mise en place d'environnements politiques et institutionnels à l'appui de la production agricole et de la gamme complète des activités non agricoles qui s'y rattachent.
4. Le projet apportera une contribution aux programmes de pays et aux projets en cours du FIDA dans les pays ciblés.
5. Le projet a pour but:
  - i) de fournir des preuves de l'efficacité des systèmes intégrés de gestion paysanne pour garantir la sécurité alimentaire et la création de revenus;
  - ii) de fournir aux décideurs politiques, professionnels et petits exploitants des connaissances et des outils pour soutenir des stratégies intégrées adaptés aux paysages en mosaïque locaux; et
  - iii) de renforcer la communication, la négociation et la compréhension entre les décideurs politiques et les petits exploitants par une concertation et des plateformes d'apprentissage, ainsi que les capacités des pauvres des deux sexes pour qu'ils influent sur l'élaboration des politiques.
6. S'inscrivant dans le Programme de recherche (CRP) sur les forêts du GCRAI, les arbres et l'agroforesterie, le projet promouvra l'application à plus grande échelle en démontrant comment les arbres et les forêts contribuent aux moyens d'existence des petits exploitants. Le projet apportera une contribution directe à trois objectifs systémiques du Cadre de stratégies et de résultats du GCRAI: améliorer la sécurité

- alimentaire; réduire la pauvreté rurale; et gérer les ressources naturelles de façon durable.
7. Visant à élargir et valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, le projet concorde avec la nouvelle Politique du FIDA en matière de dons, et contribue de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Le don contribuera à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA.
  8. Le projet contribuera à atteindre l'ensemble des quatre objectifs du financement du FIDA sous forme de dons, à savoir:
    - i) promouvoir, au profit des pauvres, des approches et des options technologiques innovantes, susceptibles d'être appliquées à plus grande échelle afin d'accroître l'impact sur le terrain;
    - ii) renforcer les capacités des partenaires sur le plan des institutions et des politiques publiques;
    - iii) améliorer les actions de plaidoyer et la contribution du FIDA à l'élaboration des politiques; et
    - iv) générer et partager des savoirs favorisant un meilleur impact sur le développement.
  9. Les ruraux pauvres et leurs organisations seront au cœur du projet, qui contribuera ainsi à remplir le mandat général du FIDA.

### III. Le projet proposé

10. Le projet a pour but général d'améliorer les moyens de subsistance, de soutenir la croissance économique et de réduire la pauvreté des petits exploitants ciblés au Burkina Faso et au Ghana. Son objectif est d'identifier des pratiques et des interventions en matière de politiques susceptibles d'améliorer les revenus et la sécurité alimentaire des petits exploitants ruraux.
11. Stratégie, approche et méthodes. Le projet:
  - i) Combinera les sciences biophysiques et sociales multidisciplinaires, et les approches participatives de façon que les résultats soient pertinents pour les petits exploitants, à l'interface de la forêt et de l'agriculture. Il sera axé sur deux sites paysagers aux multiples villages, qui sont représentatifs des conditions biophysiques, démographiques et socioéconomiques de la région.
  - ii) Le projet appliquera les six méthodologies suivantes:
    - recherche-action participative combinant les connaissances locales et l'expertise scientifique;
    - méthodologie Polyscape incitant les parties prenantes locales à cartographier la structure et la fonction de l'écosystème;
    - trousse de gestion des connaissances pour les enquêtes auprès des ménages et les entretiens avec des groupes cibles afin de caractériser les moyens de subsistance et les variations observées dans les stratégies de survie;
    - cadre analytique de l'égalité des sexes pour l'analyse de la filière forestière afin d'examiner l'accès aux ressources et leur maîtrise, et d'évaluer les impacts ventilés par sexe de l'utilisation des ressources sur la sécurité alimentaire et le revenu;
    - concertation avec de multiples parties prenantes par la création de plateformes d'apprentissage associant les ménages ruraux, les décideurs politiques et les scientifiques dans la création d'environnements

soutenant les moyens de subsistance des petits exploitants et la gestion des paysages en mosaïque; et

- promotion de la participation active des décideurs politiques et des planificateurs du développement aux côtés du personnel scientifique du GCRAI et des chercheurs locaux, de façon à assurer l'application à plus grande échelle.

## IV. Produits escomptés

12. On attend de ce projet les produits suivants:

- i) Produit 1: participation villageoise accrue à l'apprentissage social, à la résolution des problèmes et à la concertation:
  - documenter les connaissances locales en matière de gestion et aider les représentants villageois à se préparer à la concertation avec de multiples parties prenantes;
  - engager les parties prenantes locales dans les groupes d'évaluation au niveau du village pour faciliter l'autoévaluation et l'évaluation des pratiques existantes.
- ii) Produit 2: meilleure compréhension de la productivité et de la diversité:
  - conduire des recherches multidisciplinaires sur la façon dont les caractéristiques biophysiques, socioéconomiques et sexuelles influent sur la productivité et la diversité des systèmes de gestion paysanne;
  - évaluer les impacts sur les services environnementaux sur les sites paysagers et identifier l'utilisation locale de la forêt et des produits ligneux;
  - entreprendre l'évaluation socioéconomique des systèmes de production paysanne et documenter les variations des moyens de subsistance ainsi que les degrés de dépendance aux produits forestiers; et
  - conduire une analyse par sexe des filières des produits forestiers non ligneux, et évaluer la participation des femmes et des jeunes ainsi que leur accès aux bénéfices issus de cette activité.
- iii) Produit 3: Données factuelles sur la façon dont les politiques et les programmes façonnent le comportement des producteurs ruraux:
  - évaluer la façon dont les politiques façonnent le comportement des producteurs ruraux afin d'identifier des stratégies à l'appui des réformes;
  - identifier les contraintes et les opportunités relatives aux moyens de subsistance paysans dans les paysages forestiers; et
  - évaluer l'influence des régimes fonciers sur la décision des agriculteurs d'adopter ou d'abandonner la gestion intégrée.
- iv) Produit 4: Engagement des décideurs politiques, professionnels et représentants villageois:
  - engager les décideurs politiques, les professionnels et les représentants villageois à identifier des stratégies pour que les politiques renforcent les moyens de subsistance des gestionnaires locaux des ressources.

13. Les avantages du projet seront notamment les suivants:

- i) gestion durable des ressources naturelles, atténuation de la pauvreté et moyens de subsistance durables; et

- ii) amélioration des moyens de subsistance, croissance économique plus forte et augmentation des revenus des groupes cibles.

## V. Modalités d'exécution

14. Le Centre pour la recherche forestière internationale (CIFOR) est le bénéficiaire du don et l'agent d'exécution du projet; à ce titre, il rendra compte au FIDA de l'utilisation des fonds du don. Le CIFOR dirigera l'exécution du projet en collaboration avec le Centre mondial d'agroforesterie (CIRAF) et Tree Aid, une organisation non gouvernementale spécialisée dans le développement des terres arides en Afrique.
15. Le CIFOR veillera à ce que:
- i) l'audit couvre l'intégralité de la période d'exécution du projet;
  - ii) ses comptes institutionnels soient vérifiés chaque année conformément aux normes internationales d'information financière et aux directives financières du FIDA et qu'une copie des états financiers vérifiés soit soumise au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice;
  - iii) une lettre d'opinion de l'audit sur l'état des dépenses soumis au FIDA soit dûment rédigée par un commissaire aux comptes indépendant et indique le montant des fonds provenant de diverses sources et dépensés dans le cadre du projet; et
  - iv) le rapport annuel d'audit présenté au FIDA comprenne les fonds du FIDA ainsi que les fonds de cofinancement, quels qu'ils soient, et consolide les dépenses engagées par les bénéficiaires secondaires, lesquels auront à rendre compte de l'utilisation de ces fonds et seront soumis à une procédure normale de surveillance de l'audit.

## VI. Coût et financement indicatifs du projet

16. Le projet sera financé par un don du FIDA d'un montant de 1,5 million d'USD et par une contribution du CIFOR et du CIRAF s'élevant à 360 000 USD; le budget total du projet est de 1 860 000 USD. Le don du FIDA sera décaissé par l'intermédiaire de la Banque mondiale, en qualité d'administrateur du Fonds du GCRAI, laquelle percevra une commission de 2% au titre du partage des coûts. Les tableaux 1 et 2 ci-après présentent les budgets détaillés du projet par produit, catégorie de dépenses et source de financement.

Tableau1  
**Coût par composante et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>Contribution CIFOR/CIRAF</i>	<i>Total</i>
i) Participation villageoise accrue à l'apprentissage social, à la résolution des problèmes et à la concertation	385	92	477
ii) Meilleure compréhension de la productivité et de la diversité	634	153	787
iii) Données factuelles sur la façon dont les politiques et les programmes façonnent le comportement des producteurs ruraux	246	59	305
iv) Engagement des décideurs politiques, professionnels et représentants villageois	235	56	291
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>360</b>	<b>1 860</b>

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>		<i>Contribution de partenaires</i>	<i>Total</i>
		<i>CIFOR</i>	<i>CIRAF</i>		
Traitements et indemnités	403	110	75	185	588
Dépenses de fonctionnement	97	26	18	44	141
Matériel et fournitures	61	10	0	10	71
Formation	169	0	0	-	169
Ateliers	161	10	0	10	171
Services de consultation	220	0	0	-	220
Biens, services et intrants	52	0	0	-	52
Frais de voyage et indemnités	199	0	0	-	199
<b>Total des coûts directs</b>	<b>1 362</b>	<b>156</b>	<b>93</b>	<b>249</b>	<b>1 611</b>
Frais généraux du CIFOR	108	83	28	111	219
Pourcentage de partage des coûts (2%)	30	0	0	0	30
<b>Total</b>	<b>1 500</b>	<b>239</b>	<b>121</b>	<b>360</b>	<b>1 860</b>

## Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)

## Enhancing Smallholder Food Security, Incomes and Gender Equity within West Africa's Forest-Farm Interface Background

	Objectively Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions
Goal: Improved livelihoods, higher economic growth and reduced poverty for targeted smallholders	Policies and programmes address the needs of smallholders managing the forest-farm interface. Reports of secure access to natural resources by smallholders. Increases in income and secure access to nutritious food.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- National programme guidelines and reports</li> <li>- Official statistics</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Policymakers will adopt project recommendations</li> </ul>
Objective: To identify practices and policy interventions that improve the income and food security of rural smallholders	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 120 policymakers and practitioners participate in multi- dialogue platforms.</li> <li>- 1,000 smallholder farmers participate in research to develop input for multi-stakeholder dialogue platforms.</li> <li>- 30% of target group are female.</li> <li>- 12,000 rural people benefit from policy interventions.</li> <li>- 50% of policymakers engaged by project report better understanding of smallholder management approaches.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project reports and publications</li> <li>- Survey report of participants</li> <li>- Agency reports. Two national synthesis reports of results from multi-stakeholder platforms</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Target groups will participate in project activities.</li> <li>- Policymakers will adopt innovations for dissemination.</li> </ul>
Output 1: Increased village level participation in social learning, problem solving and dialogue	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 village-level NRM evaluation groups formed</li> <li>- 12 village-level self-assessment reports completed.</li> <li>- 300 residents actively participate in NRM evaluation groups.</li> <li>- 50% of village NRM evaluation groups headed by women.</li> <li>- 30% of participants in NRM evaluation groups are women. At least 1,800 villagers indirectly influence by PAR activities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Reports and field observation</li> <li>- Evaluation group reports</li> <li>- Participation lists</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Representative village groups will collaborate with implementers.</li> <li>- Local power relations and conflicts will not inhibit participation.</li> </ul>
Output 2: Greater understanding of productivity and diversity	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 12 village level farm-forest landscapes characterized through interdisciplinary research.</li> <li>- 600 households directly consulted by researchers to improved understanding of livelihood strategies and resource use.</li> <li>- 12 village level forest-farm landscape management assessments formulated. At least 5000 ha of mosaic forest-farm land under strengthened management rights in participating villages.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Papers and briefs published</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Methods proposed will be effective in identification and evaluation of local management approaches.</li> <li>- Target groups are able to participate in project activities.</li> </ul>
Output 3: Evidence of how policy and programmes shape rural producer behaviour	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Two national synthesis studies completed on policies, programmes and institutions influencing smallholder livelihoods and land-use in forest-farm mosaics.</li> <li>- Two national summary reports on effects of policy and official programmes on smallholder livelihoods and governance institutions prepared</li> <li>- Two articles submitted for peer review.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Clear synthesis is possible</li> <li>- Policymakers will accept recommendations.</li> </ul>
Output 4: Engagement of policymakers, practitioners and village representatives	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Four multi-stakeholder knowledge-sharing workshops organized</li> <li>- 120 policymakers and development practitioners participate in workshops.</li> <li>- 400 village level representatives participate in workshops.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Policymakers and practitioners are willing to participate. Village level representatives will participate and will engage effectively with policymakers and practitioners.</li> </ul>



# ICARDA: Renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle et améliorer les moyens de subsistance par l'intensification des systèmes de jachère des rizières pour la production de légumineuses à grains en Asie du Sud (Bangladesh, Inde et Népal)

## I. Généralités

1. En Asie du Sud, 47% de la population souffre de malnutrition. Les légumineuses à grains sont une importante source de protéines et de nutriments essentiels. Or, la production intérieure (juste 35 grammes en Inde, 13 grammes au Bangladesh et 23 grammes au Népal) ne suffit pas à satisfaire les besoins moyens quotidiens de 80 grammes par personne. Le déficit annuel de la région se situe entre 6 et 7 millions de tonnes. La production de légumineuses peut toutefois augmenter dans les rizières en monoculture où différentes espèces (lentilles, gesses et pois chiches) sont exploitées en culture secondaire, accroissant l'intensité de culture et produisant un supplément de revenu. En Inde, 3 millions d'hectares de rizières en jachère peuvent être utilisés pour les légumineuses, qui peuvent également être cultivées sur 300 000 hectares au Bangladesh et 240 000 hectares au Népal.
2. La banque de gènes du Centre international de recherches agricoles dans les zones arides (ICARDA) détient plus de 35 000 plasmas germinatifs de légumineuses à grains. L'expérience de l'Inde et de l'ICARDA sera mise à profit pour développer des cultivars améliorés et les distribuer aux agriculteurs d'Asie du Sud. Une approche intégrée utilisant les variétés préférées des agriculteurs et des techniques de production améliorées sera adoptée pour assurer la durabilité de ce système de culture à base de riz.

## II. Justification et pertinence pour le FIDA

3. Le projet concorde avec l'objectif du Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015: établir une base de ressources naturelles et de biens économiques au profit des ruraux pauvres, femmes et hommes, et la rendre plus résistante au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés.
4. Le projet s'inscrit dans le Programme de recherche (CRP) du GCRAI sur les systèmes des terres arides (CRP1.1), qui offre des perspectives d'application à plus grande échelle comme projet régional phare de l'Asie du Sud.
5. Le projet contribuera directement à la réalisation:
  - i) de trois objectifs systémiques du Cadre de stratégies et de résultats du GCRAI: amélioration de la sécurité alimentaire, réduction de la pauvreté rurale et gestion durable des ressources naturelles; et
  - ii) de cinq effets intermédiaires sur le développement, du CRP1.1;
6. Visant à élargir et valoriser significativement le soutien apporté à l'agriculture paysanne et à la transformation du monde rural, le projet concorde avec la nouvelle Politique du FIDA en matière de dons et contribue de la sorte à l'éradication de la pauvreté rurale, au développement de l'agriculture durable ainsi qu'à la sécurité alimentaire et à la nutrition à l'échelle mondiale. Le don contribuera à un bien public national, régional ou mondial en rapport avec le mandat du FIDA; aura un avantage comparatif par rapport aux prêts ordinaires; et ne se substituera pas aux ressources ordinaires du budget administratif du FIDA. De fait, le projet contribuera à atteindre les objectifs du financement du FIDA sous forme de dons.

### III. Le projet proposé

7. Le projet a pour but d'établir un système intégré de production de légumineuses à grains dans les rizières en jachère afin d'augmenter la production de légumineuses et les revenus de près de 15 000 agriculteurs d'Inde, du Népal et du Bangladesh. Cela apportera la sécurité alimentaire et nutritionnelle à plus de 75 000 membres de familles d'agriculteurs. L'objectif est de développer et tester des techniques permettant d'améliorer la production et la productivité des systèmes de jachère des rizières en promouvant des techniques agricoles pour la culture secondaire des lentilles, gesses et pois chiches exploitant l'humidité résiduelle afin d'améliorer la nutrition et le revenu des ménages ainsi que la santé des sols.
8. Le groupe cible comprend 15 000 agriculteurs et 75 000 membres de familles d'agriculteurs.
9. Stratégie, approche et méthodes. Le projet:
  - i) utilisera l'approche des systèmes intégrés afin d'acquérir une meilleure compréhension des arbitrages et des solutions à apporter;
  - ii) utilisera des applications géo-informatiques pour identifier les cultures adaptées;
  - iii) adoptera et appliquera l'approche des plateformes d'innovation;
  - iv) recourra à la participation des agriculteurs; et
  - v) intégrera des pratiques d'application à plus grande échelle dans la conception du projet, les travaux sur le terrain étant combinés avec des essais en exploitation du matériel génétique.

### IV. Produits escomptés

10. On attend de ce projet les produits suivants:
  - i) Produit 1: Identification du plasma germinatif:
    - identification de plasma germinatif adapté, de variétés précoces de lentilles, gesses et pois chiches;
    - méthodes de sélection classiques et moléculaires pour le génotypage et le phénotypage du plasma germinatif en conditions de terrain, en collaboration avec les partenaires des systèmes nationaux de recherche agricole (SNRA);
    - développement et essai d'options de gestion intégrée des cultures, notamment variétés résistantes, application des insecticides, pratiques agronomiques, gestion des paysages et organismes utiles;
    - évaluation de l'utilité et de la rentabilité des méthodes et approches de lutte contre les adventices; et
    - caractérisation des rizières en jachère à l'aide de systèmes d'information géographique (imagerie à très haute résolution) afin d'élaborer des plans de faisabilité pour l'intensification et la diversification des cultures.
  - ii) Produit 2: Techniques d'application à plus grande échelle:
    - évaluation rurale participative et enquêtes quantitatives visant à établir les préférences des consommateurs et des agriculteurs, et à connaître les besoins de production des agriculteurs, la perception des cultures et les systèmes de culture;
    - conduite de démonstrations groupées (sur des parcelles de 8–10 hectares) des techniques améliorées dans les champs des agriculteurs, en partenariat avec les SNRA;

- multiplication de semences de qualité et établissement de systèmes de distribution des semences; et
- suivi des activités du projet.

11. Les avantages du projet sont notamment les suivants:

- i) amélioration des revenus;
- ii) renforcement de la sécurité alimentaire; et
- iii) diversification du régime alimentaire des ménages, améliorant la nutrition et la santé.

## V. Modalités d'exécution

12. L'ICARDA sera le bénéficiaire du don et à ce titre il sera responsable de toutes les questions techniques et fiduciaires; il rendra compte au FIDA. Le projet sera exécuté en partenariat avec les institutions locales, notamment: l'Université agricole Bidhan Chandra, la Tagore Society for Rural Development et l'Université agricole Indira Gandhi en Inde; le Bangladesh Agricultural Research Institute et Bangladesh Institute of Nuclear Agriculture au Bangladesh; et le National Grain Legume Research Programme et le Forum for Rural Welfare and Agricultural Reform for Development au Népal. Le FIDA supervisera directement le projet.

13. L'ICARDA veillera à ce que:

- i) l'audit couvre l'intégralité de la période d'exécution du projet;
- ii) les comptes institutionnels de l'ICARDA soient vérifiés chaque année conformément aux normes internationales d'information financière et aux directives financières du FIDA; une copie de ses états financiers vérifiés soit soumise au FIDA dans les six mois suivant la fin de chaque exercice;
- iii) une lettre d'opinion de l'audit sur l'état des dépenses soumis au FIDA soit dûment rédigée par un commissaire aux comptes indépendant et indique le montant des fonds provenant de diverses sources et dépensés dans le cadre du projet; et
- iv) le rapport annuel d'audit présenté au FIDA comprenne les fonds du FIDA ainsi que les fonds de cofinancement, quels qu'ils soient, et consolide les dépenses engagées par les bénéficiaires secondaires, lesquels auront à rendre compte de l'utilisation de ces fonds et seront soumis à une procédure normale de surveillance de l'audit.

## VI. Coût et financement indicatifs du projet

14. Le coût du projet est de 4,5 millions d'USD: un don de 2,5 millions d'USD est demandé au FIDA et un montant de 2 millions d'USD sera cofinancé par le GCRAI (notamment par les CRP sur les légumineuses à grains, et sur l'agriculture pour la nutrition et la santé), le Gouvernement indien et la Fondation OCP. Les coûts détaillés sont indiqués dans les tableaux 1 et 2.

Tableau 1  
**Coût par composante et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
Acquisition de plasma germinatif, essais en champ, amélioration génétique et gestion intégrée des cultures	490	392	882
Cartographie des cultures adaptées	107	84	191
Enquête de référence, évaluation rurale participative	112	90	202
Démonstrations groupées	675	503	1 178
Formation	198	100	298
Développement d'une entreprise semencière villageoise et production de semences de qualité	387	310	697
Réunions, ateliers et journées en champ des agriculteurs	202	162	364
Adoption et études d'impact	74	120	194
Publications	132	140	272
Frais de voyage et indemnités	125	100	225
<b>Total</b>	<b>2 500</b>	<b>2 000</b>	<b>4 500</b>

Tableau 2  
**Coût par catégorie de dépenses et par source de financement**  
 (en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>Total FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Coût total</i>
Traitements et indemnités	648	400	<b>1 048</b>
Matériel et fournitures	166	133	<b>299</b>
Dépenses de fonctionnement	200	160	<b>360</b>
Biens, services et intrants	540	432	<b>972</b>
Frais de voyage et indemnités	105	200	<b>305</b>
Services de consultation	72	96	<b>168</b>
Formation	377	302	<b>679</b>
Ateliers	165	132	<b>297</b>
<b>Total des coûts directs</b>	<b>2 273</b>	<b>1 854</b>	<b>4 127</b>
Commission de gestion	182	146	<b>328</b>
Pourcentage de partage des coûts du GCRAI	45	0	<b>45</b>
<b>Total</b>	<b>2 500</b>	<b>2 000</b>	<b>4 500</b>

## Results-based logical framework (Cadre logique axé sur les résultats)

Enhancing Food and Nutritional Security and Improving Livelihoods through Intensification of Rice-Fallow Systems for Pulse Crops in South Asia (Bangladesh, India and Nepal)

	Objectives	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To establish a sustainable integrated pulse production system in rice fallows to enhance pulse production and farm income directly of nearly 15,000 farmers in India, Nepal and Bangladesh resulting in food and nutritional security of more than 75,000 farm family	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 1 000 farmers involved in the project in different countries</li> <li>- Adoption of sustainable pulses varieties, technologies and pulse production systems in rice-fallow lands</li> <li>- Enhanced pulse productivity and production (15-20%) and farm income increase by 20%</li> <li>- Incremental food and nutrition security (15-20%)</li> <li>- Increased soil health; Soil biomass and fertility is increased in pulses crops grown lands</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project database with details of farmers, variety and production technologies used</li> <li>- District pulse production system plans</li> <li>- Baseline and End line study reports</li> <li>- and control plots</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- No adverse weather conditions or security crises</li> <li>- Evolving technologies and varieties may be more time-consuming than anticipated</li> </ul>
Specific Objectives	Development and testing of cropping systems and agro-technologies to for improved production and productivity of lentil, grasspea and chickpea as second crop in rice- fallows for improved food and nutrition security, farm income and soil health.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- 15,000 smallholder farmers; have access to pulses as a winter crop</li> <li>- Evidence that adoption of production of pulses in winter leads to positive food security, nutritional outcomes documented from at least 3 case studies.</li> <li>- Evidence pulses constitute a Food Group of the project target groups.</li> <li>- At least 10 000 farmers adopt winter pulses as part of their farming systems.</li> <li>- At least 2 studies and articles published in peer reviewed journals focusing on pulses as winter crops.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Project progress reports</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Three years are adequate to develop cultivars suitable for winter cropping</li> <li>- ICARDA and India expertise will be used in the process of germplasm selection, multiplication, and identification</li> </ul>
Outputs	Output 1: Germplasm identification	<ul style="list-style-type: none"> <li>- At least 5-6 suitable early maturing germplasm of lentil, chickpea and grasspea each will be identified within 6-8 months of start of the project</li> <li>- Seed of these desirable germplasms used to develop appropriate cultivars</li> <li>- 30% of targeted farmers have access to developed cultivars within 18 months after start of project)</li> <li>- At least 3 (one per country) newly constructed genotypes tested in multi-location by project partners</li> <li>- At least 3-4 improved varieties of lentil, chickpea and grasspea available for the use by smallholder farmers in rice-fallow cropping systems</li> <li>- At least 3 ICM, improved CA &amp; production technology trials in rice-fallow lands</li> <li>- At least three Crop suitability maps (one per country) developed for rice</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- CRP 3.6 Progress reports</li> <li>- NARS progress reports</li> <li>- Published papers</li> <li>- Brochures, leaflets developed</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Genetic material and technology developments are climate and agro-ecosystem responsive, hence there may be variations in varying conditions</li> </ul>

	Objectives	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
	Output 2: Out-scaling of Technologies	fallows – 50-60 cluster demonstrations conducted in Bangladesh and Nepal and 100-120 of such cluster demonstrations in India. – At least 15000 farmers will be selected, given seeds produced in cluster demonstrations for sowing in their field		
		– Increase of 25-30% in pulses production by targeted farmers – Quality pulse seed produced by VBSE – Capacity of farmers, women, youths, and village institutions developed on Pulse System in Rice fallows and Pulse Seed System – Field supervision visits, periodic reviews, and workshops		